

réformes s'imposent d'urgence afin de respecter à nouveau le principe légal de l'autofinancement. Pour réaliser cet objectif, il ne suffit pas de prendre une mesure unique, telle que l'amortissement des avances fédérales. C'est bien plus une stratégie globale qu'il convient d'arrêter, stratégie qui s'attaque aux questions structurelles, notamment à la couverture par une seule institution des risques les plus importants, et enrayer la tendance au déficit. Pour autant qu'un amortissement des avances à la GRE soit indiqué, il faut en tout cas l'inscrire dans un train de mesures. Ce faisant, le Conseil fédéral devra également tenir compte des résultats de l'inspection 1987 que la Commission de gestion a faite au sujet de l'organisation et de la procédure de la GRE (représentativité de la commission, respect des principes régissant la politique d'aide au développement, contrôles des résultats).

Un amortissement purement interne des avances fédérales équivaldrait à un subventionnement des exportations, ce qui n'est ni conforme au GATT ni défendable sur le plan de la politique intérieure. En effet, il serait choquant de faire supporter au contribuable les pertes dues aux garanties du change après que l'exportateur eut touché ses bénéfices sur le change. En revanche, des allègements de la dette (remise, taux d'intérêt préférentiel, etc.) accordés aux pays en développement surendettés sont conciliables avec les règles du GATT, de même que soutenables du point de vue de la politique intérieure et de la politique d'aide au développement. Dans le sillage d'une remise de la dette vis-à-vis de l'étranger, on pourrait également alléger la dette de la GRE envers la Confédération.

Il ne serait guère judicieux d'octroyer des allègements de la dette sans tenir compte du contexte global de la politique d'aide au développement. Ainsi, il faudrait avant tout faire bénéficier de ces avantages les pays en développement les plus pauvres, dont la politique économique et sociale réponde aux principes appliqués par la Suisse en matière d'aide au développement. A l'instar de la France, qui a annoncé la remise unilatérale d'un tiers des dettes étatiques ou garanties par l'Etat contractées par les pays les plus pauvres, la Suisse pourrait tout aussi bien prendre des mesures de son propre chef, sans attendre une action internationale. En agissant ainsi sur le plan bilatéral, la Suisse répondrait à une impérieuse nécessité; son action pourrait être à l'origine d'un élan international de bonne volonté.

La GRE ne garantissant généralement que 80 pour cent environ des créances, les exportateurs doivent supporter une franchise de risque. C'est pourquoi ces derniers devraient également bénéficier des allègements de la dette; la partie non garantie de la créance devrait être soumise aux mêmes conditions d'exception que la partie garantie.

En tenant compte des éléments susmentionnés, l'assainissement de la GRE peut être combiné avec un allègement de la dette en faveur des pays en développement.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. September 1988

Rapport écrit du Conseil fédéral du 7 septembre 1988

Après que les gouvernements des principaux pays créditeurs se furent mis d'accord, lors du sommet économique qui s'est tenu à Toronto en juin 1988, sur le traitement préférentiel des pays en développement les plus pauvres et les plus fortement endettés dans les exercices de rééchelonnement au sein du Club de Paris, les Etats membres dudit club discutent actuellement des modalités d'application et d'exécution de ce traitement. Ces débats devraient se terminer d'ici la fin de 1988.

Le cas échéant, une appréciation fiable des effets financiers sur la GRE d'un tel traitement préférentiel ne sera possible qu'une fois clarifiés au sein du Club de Paris le cercle des pays entrant en ligne de compte et les modalités. Il faudra ensuite examiner si, et sous quelle forme, les exportateurs devront participer à cette action et dans quelle mesure il conviendra de tenir compte de ces effets financiers dans la réforme de la GRE.

Les rééchelonnements au Club de Paris sont subordonnés à l'approbation par le Fonds monétaire international du programme d'ajustement économique du pays débiteur. Si cette condition est remplie, les pays créditeurs sont prêts, dans leur intérêt réciproque, à participer, solidairement et proportionnellement, à une action de rééchelonnement. Il semble indiqué que les pays créditeurs n'accordent un traitement préférentiel sélectif que dans des circonstances toutes particulières. En général, de telles actions devraient se conformer aux décisions du Club de Paris (règle de la solidarité). Des avances suisses sur une base autonome et non agréée au plan international comporteraient le danger d'émettre des faux signaux et de créer un précédent pour les négociations avec les autres pays créditeurs. Les négociations en cours au Club de Paris à la suite de l'initiative de désendettement de Toronto montreront s'il sera possible pour la Suisse de prendre des mesures supplémentaires en faveur du désendettement des pays les plus pauvres dans le cadre de cette action soutenue par la communauté internationale.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

88.500

Motion Spoerry

Ungleiche Behandlung der Ehefrauen bei der Bildung der Einzelfirma

Raisons individuelles.

Inégalité de traitement de la femme mariée

Wortlaut der Motion vom 21. Juni 1988

Der Bundesrat wird beauftragt, die ungleiche Behandlung der Ehefrauen zu beseitigen, welche bei der Bildung der Einzelfirma (Handelsname) gemäss OR Artikel 945 Absatz 2 noch immer gilt.

Texte de la motion du 21 juin 1988

Le Conseil fédéral est chargé de supprimer l'inégalité de traitement dont sont encore victimes les femmes mariées qui souhaitent créer leur propre entreprise en ce qui concerne le choix de la raison de commerce (CO art. 945, 2ème al.).

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

«Wer als alleiniger Inhaber ein Geschäft betreibt, muss den wesentlichen Inhalt seiner Firma aus dem Familiennamen mit oder ohne Vornamen bilden.» So schreibt es Artikel 945 Absatz 1 OR vor. Diese Bestimmung gilt für alle Männer unabhängig ihres Zivilstandes sowie für die ledige, die geschiedene und die verwitwete Frau. Sie gilt jedoch nicht für die verheiratete Frau, die ein Geschäft eröffnet. Die verheiratete Frau muss gemäss Absatz 2 des genannten Artikels «ihrem Familiennamen die Bezeichnung »Frau« oder wenigstens einen ausgeschriebenen Vornamen beifügen». Die verheiratete Frau kann also im Gegensatz zu allen Männern und im Gegensatz zur ledigen, geschiedenen und verwitweten Frau kein Geschäft eröffnen mit dem Namen «Boutique Müller», sondern muss die Bezeichnung «Boutique Susanne Müller» wählen. Nur diese Firmenbezeichnung darf von den Handelsregisterbehörden genehmigt werden.

Offensichtlich war einmal geplant, diese Bestimmung im Zuge der Eherechtsrevision zu ändern, so wie auch andere Artikel aus dem Obligationenrecht zusammen mit dem Eherecht revidiert worden sind. Dies ist jedoch unterblieben; die Anpassung scheint vergessen gegangen zu sein. In der laufenden Revision des Aktienrechtes wurde das Begehren in der nationalrätlichen Kommission aufgenommen, hatte aber dort offenbar aus formalen Gründen keine Chance, da es sich nicht um ein aktienrechtliches, sondern um ein firmenrechtliches Problem handelt.

Ohne Zweifel ist die heutige Regelung von Artikel 945 Absatz 2 OR überholt. Sie widerspricht dem Gleichstellungsgrundsatz von Artikel 4 Absatz 2 BV und wird von den betroffenen Frauen zu Recht als diskriminierend empfunden. Der Bundesrat wird daher gebeten, bei der nächsten dafür in Frage kommenden Gesetzesrevision diese veraltete firmenrechtliche Bestimmung abzuschaffen. Dies kann bei weiteren Revisionen des ZGB, indessen durchaus auch gleichzeitig mit der Revision des Aktienrechtes geschehen. Jedenfalls soll in Zukunft für die Firmenbezeichnung derjenige Familienname massgebend sein, der gemäss neuem Eherecht in den Zivilstandsregistern eingetragen ist. Die geschlechtsspezifische Präzisierung durch einen entsprechenden Zusatz soll jedoch unterbleiben oder dann für Mann und Frau gleich ausgestaltet werden.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 31. August 1988

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 31 août 1988

Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen. Er hat bereits in seinem Bericht über das Rechtssetzungsprogramm «Gleiche Rechte für Mann und Frau» die Aufhebung dieser Ungleichstellung in Aussicht gestellt (BBl 1986 I, 1176).

Ueberwiesen – Transmis

88.501

Motion Wanner

Ortsfunk für den Zivilschutz

Appel local pour la protection civile

Wortlaut der Motion vom 21. Juni 1988

Der Bundesrat wird eingeladen, alle erforderlichen Voraussetzungen zu schaffen, damit die Realisierung des Programms «Ortsfunksystem OFS 90 für den Zivilschutz» raschmöglichst, spätestens aber im Jahre 1990 eingeleitet werden kann.

Texte de la motion du 21 juin 1988

Le Conseil fédéral est chargé de créer les conditions nécessaires pour que la réalisation du programme «Système de radio locale OFS 90 pour la protection civile» soit engagée dans les plus brefs délais, mais au plus tard en 1990.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aliesch, Allenspach, Aregger, Aubry, Auer, Béguelin, Bonny, Bonvin, Borel, Bremi, Burckhardt, Büttiker, Cincera, Coutau, Daepf, Eggly, Eppenberger Susi, Etique, Fäh, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Giger, Gros, Guinand, Hänggi, Hari, Houmard, Humbel, Jeanneret, Leuba, Leuenberger-Solothurn, Loeb, Loretan, Luder, Massy, Matthey, Mauch Rolf, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nabholz, Nussbaumer, Philipona, Rutishauser, Rychen, Sager, Schnider, Schüle, Seiler Hanspeter, Spälti, Tschuppert, Ulrich, Weber-Schwyz, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Zwingli (60)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Das Bundesamt für Zivilschutz (BZS) erteilte einem privaten Unternehmen den Auftrag, ein spezielles Uebermittlungssystem für den Zivilschutz zu entwickeln. In enger Zusammenarbeit mit dem BZS wurde das Ortsfunksystem OFS 90 entwickelt. 1984 erteilte das BZS den Auftrag, die Fabrikationsunterlagen sowie die für eine Produktion notwendigen Werkzeuge auf Serie-Stand zu bringen und im Rahmen einer Vorserie zu überprüfen. Nach eingehenden Prüfungen erfolgte die Ablieferung Ende 1987. Bis heute hat der Bund für diese Arbeiten ca. 10 Millionen Franken ausgegeben. Das System ist heute beschaffungsreif und vom BZS abgenommen. Es entspricht einem dringenden Bedürfnis des Zivilschutzes. Erstens sichert es die heute praktisch fehlende Verbindung zwischen den Orts-KP und den Schutzzräumen. Zweitens ist es auch geeignet, die drahtlose Nachrichtenverbindung zwischen einzelnen Orts-KP sicherzustellen. Wie die Naturkatastrophen der letzten Zeit, wo teilweise auch das Telefonnetz ausfiel, gezeigt haben, ist eine solche Verbindung auch in Friedenszeiten von hoher Bedeutung. Es ist an der Zeit, dass die Beschaffung dieses Systems, die sich über mehrere Jahre erstrecken wird, nun so rasch als möglich eingeleitet wird. Damit können auch sehr erwünschte Beschäftigungseffekte in den Kantonen Aargau, Neuenburg, Solothurn und weiteren Regionen ausgelöst werden. Mit der Verschiebung der Beschaffung riskieren wir, dass Know-how verloren geht und die bereits getätigten Investitionen sich entwerten.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 7. September 1988

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 7 septembre 1988

Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

88.521

Motion Ulrich

Schadstoffbelastete Böden.

Schadenregulierung

Sols pollués.

Réglementation des dommages

Wortlaut der Motion vom 22. Juni 1988

Der Bundesrat wird gebeten, Rechtsgrundlagen für die Schadenregulierung bei Böden mit Nutzungsbeschränkungen, verursacht durch Schadstoffbelastungen, zu schaffen. Es soll geregelt werden, wer die Kosten für die Massnahmen trägt, wie weit die Haftung geht und wie die «Altlasten» zu verteilen sind.

Texte de la motion du 22 juin 1988

Le Conseil fédéral est chargé de créer les bases légales nécessaires à l'élaboration de dispositions régissant la réparation des dommages dans le cas des sols qui ne peuvent plus être exploités normalement parce qu'ils ont été pollués. Il convient de déterminer qui devra supporter le coût des mesures devant être prises, où s'arrêtera la responsabilité et comment devront être répartis les frais occasionnés par des pollutions intervenues avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bäumlin Richard, Bäumlin Ursula, Bircher, Borel, Braunschweig, Büttiker, Carobbio, Daepf, Danuser, Diener, Fankhauser, Fehr, Hafner Ursula, Hänggi, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leute-

Motion Spoerry Ungleiche Behandlung der Ehefrauen bei der Bildung der Einzelfirma

Motion Spoerry Raisons individuelles. Inégalité de traitement de la femme mariée

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.500
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.10.1988 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1473-1474
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 729

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.